

Le libéralisme mondialisé paraît aujourd'hui si dominateur que rien ne semble devoir l'ébranler, et la cinglante réplique de Margaret Thatcher aux partisans du keynésianisme, « ***There is no alternative*** », a désormais valeur d'idéologie officielle à la tête de l'Union européenne, si bien incarnée par la rigidité technocratique d'un Pierre Moscovici qui s'en prend aujourd'hui aux États espagnol et italien parce que ceux-ci, après des années d'austérité, souhaitent redistribuer plus justement (même si l'on peut discuter des aspects de cette redistribution) les fruits des efforts précédents : après tout, il n'est pas injuste de vouloir redonner un peu d'air à des populations « de base » sur lesquelles ont longtemps reposé les politiques de restriction budgétaires tandis que les grandes sociétés multinationales locales, elles, se sont avérées parfois fort généreuses avec leurs actionnaires... Mais la Commission européenne ne l'entend pas de cette oreille, arguant que les dettes publiques de ces deux États sont trop élevées pour se permettre de faire des « cadeaux » aux contribuables espagnols et italiens, et elle a même rejeté le budget de l'Italie ce mardi. La France pourrait bien, d'ailleurs, faire les frais de cette intransigeance européenne, au risque d'accentuer encore un mécontentement social et populaire qui ne se limite pas aux seuls retraités. La « promesse de l'Europe » semble bien s'être noyée dans les considérations comptables, celles-la mêmes que méprisait de Gaulle, non pour les nier mais pour les remettre à leur place qui ne doit pas être la première.



Le libéralisme actuel de la Commission européenne a, il y a quelques années et encore aujourd'hui, empêché les États de défendre efficacement leurs industries nationales, au nom des droits des consommateurs qui, en définitive, s'apparente plus à ce « devoir de consommation » qui s'impose en société de consommation au détriment, souvent, des producteurs comme de l'environnement. La mondialisation est souvent vantée comme le moyen d'avoir les prix les plus bas, au risque d'en oublier la justice sociale et l'intérêt national bien compris, ce que le royaliste social et corporatiste La Tour du Pin a, dès la fin XIXe siècle, dénoncé avec vigueur à travers articles et publications nombreux. **Son monarchisme était « illibéral », non par idéologie mais par souci social**, et il serait peut-être encore plus sévère avec un libéralisme contemporain qui, comme hier, veut absolument s'émanciper de toute contrainte et refuse toute notion de limites, au seul profit de l'égoïsme individuel et oublieux de toute réalité environnementale.

Bien avant que la mondialisation libérale soit devenue la « norme », La Tour du Pin avait discerné les risques de celle-ci pour les activités productives de notre pays et pour les conditions de travail comme de vie des exploités de ce système qui, en définitive, s'avère l'un des plus grands dangers pour l'équilibre des sociétés et la justice sociale, malheureusement si négligées désormais par les oligarques qui gouvernent l'Union européenne.

En quelques lignes, parues dans les années 1880, tout, ou presque, est dit et annoncé : « **Le système de la liberté sans limites du capital a-t-il développé la production, comme on le prétend, aussi bien qu'il l'a avilie? Nullement. Il l'a laissée dépérir sur le sol national, en émigrant lui-même, là où il trouvait la main d'œuvre (...) à meilleur marché (...). Les conséquences du système lié à la multiplicité des voies de communication (...) seront de ne plus pourvoir le marché que par les produits des populations les plus misérables; le coolie chinois deviendra le meilleur ouvrier des deux mondes, parce qu'il n'aura d'autre besoin que ceux de la bête. Puis, comme l'ouvrier, l'ingénieur, l'agent commercial, le banquier lui-même seront pris au meilleur marché. (...) Voilà comment une décadence irrémédiable attend, dans l'ordre économique, la civilisation de l'Occident au bout de cette voie de la liberté du travail où elle s'est engagée avec la doctrine de ses philosophes pour flambeau, la science de ses économistes pour guide, et la puissance de ses capitalistes.** »

